

Réaction du député Jean-René Cazeneuve, suite à l'action des JA sur sa permanence



Réaction du député Jean-René Cazeneuve, suite à l'action des JA sur sa permanence

Cette nuit **(1)**, le syndicat des Jeunes Agriculteurs a opéré une action sur la façade de ma permanence parlementaire, en réaction à mon vote en faveur du CETA. Si je leur accorde bien volontiers la légitimité d'exprimer leur désaccord, la violence des mots employés ne rend pas honneur au travail syndical qui a pu auparavant être mené, ni au dialogue qui était jusqu'ici instauré.

En s'accrochant aux vieilles ficelles de l'insulte et du député-bashing, les responsables des JA sont bien passéistes. Ils devraient au contraire être les premiers à saisir les opportunités créées par le Gouvernement et la majorité afin de faire vivre et évoluer notre agriculture pour répondre aux attentes des consommateurs et de la société.

Le CETA constitue une opportunité, je le redis. Depuis deux ans, notre balance commerciale avec le Canada est positive, et fortement pour l'agroalimentaire. Les exportations de vins, de produits d'origine protégée, de produits laitiers, de foie gras, ont considérablement augmenté. Quant aux inquiétudes, légitimes, sur la filière bovine, elles ne se sont absolument pas concrétisées. La filière bovins viande fait d'abord face à un problème structurel et à une mauvaise répartition de la valeur ajoutée. Stigmatiser les importations et le CETA, c'est se tromper de combat et c'est contre-productif : cela radicalise des agriculteurs qui sont en situation de détresse. La profession doit prendre en main sa propre organisation et son destin afin de peser significativement sur la filière. Le CETA, comme tout accord, régule et encadre. Il n'y a que des avancées en matière de sécurité alimentaires par rapport à aujourd'hui ! Il est plus protecteur, impose des règles justes et permet des recours. Nos agriculteurs veulent-ils être purement et simplement livrés au marché, ou au contraire préfèrent-ils que nous nous battions pour leur offrir des cadres commerciaux équitables, sincères et réglementés ?

Le CETA est un accord qui est en application depuis 2016. Le Président Hollande l'a ratifié et la majorité socialiste a cautionné sa mise en œuvre immédiate. Le vote de juillet dernier ne fait qu'entériner par la loi un accord déjà en application. Depuis deux ans, les députés de la majorité renforcent les contraintes et les normes afin de sécuriser notre marché français. Nous y avons également inclus une clause permettant la dénonciation du traité en cas de non-respect des accords de Paris ! Madame la députée Biémouret, je m'enorgueillis de ne pas changer d'avis en fonction du vent.

Quelle démocratie veut-on ? Des élus qui votent en fonction des menaces reçues ou en leur âme et conscience en fonction des textes qu'ils étudient en profondeur ?

Aux actions symboliques pour faire comme les autres, je continue de préférer le dialogue constructif : notre agriculture française est la plus durable et la plus vertueuse du monde à bien des égards, elle a sa place dans l'agriculture mondiale car elle sait s'adapter. Notre agriculture gersoise mérite qu'on se batte pour elle, sur le terrain. Je me suis engagé sur la préservation du budget des chambres d'agriculture, qui je crois devrait davantage préoccuper les JA du Gers que le Canada. Plutôt que ces agressions, retroussons-nous les manches et unissons-nous pour sauver l'excellence de notre modèle agricole français et le valoriser par des actions intelligentes.

(1) **CLIC ICI** pour accéder au compte rendu de l'action des JA 32.